

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 02 AOUT 1998

N° 260

PRIX 4 FF



POPULATIONS VICTIMES

DE LA GUERRE ET LA FAMINE

LES IMPERIALISTES

RESPONSABLES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 3
Côte d'Ivoire:
- augmentation du prix
de la carte de
séjour...

SOUDAN

**POPULATIONS VICTIMES
DE LA GUERRE ET LA FAMINE
LES IMPERIALISTES
RESPONSABLES**

Page 5
Mali: La canicule et
l'incurie du gouver-
nement ont fait
beaucoup de morts

Dans le Sud du Soudan la famine fait des ravages parmi les populations. Chaque jour près de 1000 personnes meurent de la famine. A travers toutes les régions du Sud on voit des hommes et des femmes squelettiques se traînant sur les routes. Les images que les médias montrent rappellent trop celles de la famine qui a frappé l'Ethiopie il y a une vingtaine d'années ou plus récemment la Somalie.

Page 9
Nigéria: La junte mi-
litaire conserve le
pouvoir...

Il y a déjà dix ans le Soudan a été terriblement ravagé par une famine qui a causé des milliers de morts. Cette famine de 1988 était due à la guerre et aux inondations. Cette fois-ci aussi c'est toujours la guerre qui sévit dans le Sud, mais en plus de cela il n'y a eu, trois années de suite, ni pluie ni récolte. Les paysans de cette région ont épuisé leurs dernières réserves. Et pourtant le Soudan est un vaste pays qui possède des richesses et en particulier des richesses agricoles. Comment se fait-il que ce pays soit frappé par la famine ?

Page 11
Sans papiers: Mieux
vaut être ingénieur
que manoeuvre

La sécheresse et les inondations ne sont pas seules responsables de cette catastrophe. C'est la situation politique qui en est la cause principale.

Page 12
France: offensive
gouvernement-patronat
contre les
travailleurs

Le Soudan est une ancienne colonie britannique. Il est devenu indépendant en 1956. Et depuis cette date le pays est déchiré par un conflit permanent qui oppose le Nord du pays où l'Islam est la religion dominante et le Sud où la population est chrétienne et animiste. Evidemment le colonialisme anglais a fait en sorte que le pouvoir soit entre les mains des seuls islamistes. C'est ainsi que dans le Sud à majorité chrétienne et animiste il y a une guérilla dirigée par l'APLS (Armée Populaire de Libération du Soudan. Le gouvernement n'arrive pas à mater la rébellion. Et en plus, depuis quelques années, les populations du sud sont victimes de razzias organisées par des

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

bandes armées appartenant à des tribus musulmanes du Nord. Elles s'emparent des jeunes enfants pour les vendre comme esclaves. Certes, les razzias ne constituent pas un fait nouveau dans l'histoire du pays. Mais le conflit armé entre le Nord et le Sud a bien sûr favorisé la résurgence de ce genre de pratique qui était en voie d'extinction.

En fait ce sont les puissances impérialistes qui ont attisé l'opposition entre le Nord et le Sud en favorisant plus l'un que l'autre. Et depuis 1989 c'est une junte militaire islamiste qui est au pouvoir à Khartoum. Cette junte a

mis en vigueur la loi coranique pour maintenir son pouvoir et mater les rebelles du Sud.

Dans cette situation, parmi les Etats impérialistes la France soutient directement le régime en place. De son côté les Etats-Unis apportent une aide militaire discrète aux guérillas du Sud. Chacun place son pion pour ancrer ce pays dans son camp. Leurs agissements ne font qu'empirer le conflit entre le Nord et le Sud. Et le sort de la population qui en est victime ce n'est pas leur préoccupation. Evidemment quand la catastrophe devient flagrante on verse des larmes de crocodile pour cacher ses responsabilités.

COTE D'IVOIRE

INCENDIES DES CAMPLEMENTS BOZOS UN DRAME DONT CEUX-CI NE SONT PAS LES SEULES VICTIMES

Les 23 et 24 juillet dernier, dans la région d'Ayamé, des jeunes Agnis ont incendié 22 campements des pêcheurs d'origine malienne appelés "bozos". Ils étaient 3.000 à se retrouver du jour au lendemain sans abris après avoir perdu presque tous leurs biens à la suite de ces incendies criminels.

Selon certains témoignages rapportés par la presse, tout a commencé par un arrêté préfectoral interdisant du 1er juillet au 30 septembre la pêche dans le lac Bia de cette région. Certains pêcheurs, bozos et agnis, n'ont pas tenu compte de cette interdiction et ont continué à pêcher clandestinement.

Cependant des pêcheurs agnis reprochaient aux seuls bozos de n'avoir pas respecté l'arrêté préfectoral. Ils ont donné un délai aux bozos pour quitter leurs campements. Mais les bozos n'avaient pas à obéir aux injonctions de leurs voisins. Ils n'avaient fait de mal à personne. C'est depuis 1959 qu'ils partagent cette activité de pêche

avec les autochtones agnis ainsi que d'autres pêcheurs originaires de Guinée ou du Burkina.

Mais si les "autochtones" en veulent maintenant aux bozos, c'est parce qu'ils seraient des concurrents. Or un groupe de jeunes voudraient créer une coopérative de pêcheurs. Mais pour donner plus de chance à ce projet, il faudrait d'abord écarter les bozos de cette activité. Et brusquement, voilà que les bozos sont accusés de tous les maux. C'est bien connu: "Qui veut noyer son chien l'accuse de rage".

Cependant, derrière la main criminelle des jeunes agnis, il y a la responsabilité des autorités locales. Ces jeunes n'auraient pas osé commettre en plein jour un tel acte criminel, si par une complicité au moins passive, ces autorités ne leur avaient pas donné l'assurance de bénéficier d'une impunité totale. Et cela explique pourquoi une semaine après ces incendies criminels, ces autorités se

contentent de parler d'une enquête, alors que les jeunes en question sont connus de leurs victimes.

De plus, pendant plusieurs jours, les victimes étaient abandonnées à elles-mêmes et il a fallu l'intervention du consul général du Mali à Abidjan pour qu'on leur donne un abri provisoire dans une école.

Voilà comment de façon directe ou indirecte, les autorités peuvent détourner la colère des pauvres contre d'autres pauvres. Aujourd'hui c'est une partie de la population d'origine malienne qui est désignée comme bouc-émissaire. Demain ça pourrait être le tour d'autres pauvres appartenant à une autre communauté ou à une autre religion.

Dans ce genre de conflits

stériles, les pauvres perdent tout, sans compter le fossé de haine qui se crée ainsi et divise leurs forces. Une telle situation rendra difficile l'unité nécessaire entre eux pour se défendre contre leurs exploiters.

Car ce sont ceux-là mêmes qui pillent, détournent les fonds publics et volent le fruit du travail des autres qui sont les responsables des conditions de vie de plus en plus difficiles dans lesquelles se trouvent les travailleurs et les pauvres. Ce sont eux également qui sont responsables de leur misère, de leurs frustrations et de leurs rancoeurs. Alors si tout cela se traduit un jour par une explosion de colère, les masses laborieuses ont tout intérêt à tourner cette colère uniquement contre eux, les riches.

COTE D'IVOIRE

AUGMENTATION DU COUT DE LA CARTE DE SEJOUR UNE ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le parlement vient de voter à l'unanimité (PDCI-RDR-FPI), la multiplication par trois du coût de la carte de séjour pour les "étrangers". Celle-ci passe de 5.000 F CFA à 15.000 F CFA (pour les ressortissants des pays de la CEDEAO) et de 50.000 F CFA à 150.000 F CFA (pour les autres).

Payer la somme de 150.000 F CFA pour un riche, de quelque origine qu'il soit, n'est pas grand chose. Par contre, payer la somme de 15.000 F CFA pour un pauvre, surtout par les temps qui courent, est un autre problème. Comment les travailleurs peuvent-ils sortir une telle somme d'argent, alors qu'ils n'arrivent même pas à nourrir leurs familles correctement?

Cette mesure prise par le gouvernement avec la complicité du

FPI et du RDR qui se prétendent oppositionnels est une attaque de plus contre les travailleurs. Parce que si le gouvernement avait vraiment besoin d'argent, il prendrait dans la poche de ceux qui en ont, c'est-à-dire, dans celle des riches, en augmentant leurs impôts, et non dans celle des plus pauvres.

Non seulement le gouvernement n'a pas une telle politique mais bien au contraire, nombreuses sont les mesures prises depuis ces dernières années qui visent à alléger et même à exonérer les taxes, impôts et autres droits de douanes pour les riches. Ainsi, nombreuses aussi sont les entreprises qui ne payent même pas les 20% de TVA que n'importe quel travailleur paye en allant acheter une marchandise chez un commerçant. Autrement dit, nombreux sont les

bourgeois qui reçoivent de l'Etat la somme de 20, 50, 100 millions tous les mois. L'électricité que payent bon nombre d'entreprises est même subventionnée par le gouvernement. C'est-à-dire que l'électricité consommée par les entreprises des riches est payée en partie par la collectivité.

Ce serait une grosse erreur pour ceux des travailleurs ivoiriens qui se réjouiraient de cette attaque contre leurs frères étrangers. Car l'objectif des riches est de diviser les travailleurs, les affaiblir, pour mieux les attaquer ensuite.

Ceux-ci ne doivent pas oublier que ce monde est divisé entre riches d'un côté et pauvres de l'autre. Et tout ce qui divise les pauvres renforce la classe des riches et des exploités.

Déjà, le gouvernement parle d'augmenter le prix de l'électricité de 2000 F CFA par facture pour les abonnés ayant un compteur de moins de 5 Ampères.

Oui, c'est le même bâton qui frappe les travailleurs. A eux de s'unir pour rendre coup pour coup le mal que leur fait subir ce pouvoir.

COTE D'IVOIRE

TROP DE BLABLA !

Pour Konan Bédié tout va très bien en Côte d'Ivoire. A un journaliste qui lui fait remarquer qu'il y a "trop de disparités entre les couches supérieures et moyennes d'une part et les plus démunies de l'autre" et qui lui pose la question: "Comment pensez-vous vous attaquer à la pauvreté dans votre pays?", sa réponse est sans bavure: "Lutter contre la pauvreté, mais on ne fait que cela depuis l'indépendance!".

Quand le même journaliste lui demande s'il n'y aurait pas une contradiction entre le fait qu'il ait été honoré par l'OMS à Genève, "pour les performances de la Côte d'Ivoire en matière de santé" et qu'"en même temps on entend les patients et les populations se plaindre de ce que certains hôpitaux, notamment à Abidjan, manquent de tout et ne sont, en fin de compte que des mouchoirs", la réponse est: "Il n'y a pas de contradiction. La santé est une priorité du gouvernement". Il prétend que l'espérance de vie de la population est en augmentation, que le taux de mortalité infantile a beaucoup diminué et que "la santé a la portée de tous" c'est pour bientôt.

Concernant le domaine de l'éducation c'est aussi l'auto-satisfaction: son objectif serait de "scolariser 100% des enfants de Côte d'Ivoire".

Contre le chômage il dit que depuis 1994 il a déjà créé 477 000 emplois et que le "décollage économique" est imminent. Bref, à l'écouter, la Côte d'Ivoire c'est le paradis pour les populations pauvres. En somme c'est le "bonheur pour tous" selon son slogan favori. C'est une insulte pour l'écrasante majorité de la population qui ne mange pas à sa faim, qui ne peut, faute de moyens, ni scolariser ses enfants comme elles le souhaiteraient, ni les faire soigner dans les hôpitaux publics où il manque de tout. On ne peut espérer qu'une chose: c'est que les travailleurs qui souffrent des bas salaires, des mauvaises conditions de travail et leurs familles qui vivent dans des conditions de privations permanentes alors qu'une petite minorité de privilégiés, de parasites, de voleurs et d'exploiteurs étalent leurs richesses et leur opulence, disent "assez!" et s'organisent pour changer le fonctionnement de leur société inhumaine.

COTE D'IVOIRE**QUAND NOS DIRIGEANTS SE FLATTENT DE LEUR "PERFORMANCE ECONOMIQUE"**

Les dirigeants ivoiriens, relayés par la presse dite spécialisée en économie africaine, se flattent de la prétendue "performance" de l'économie de ce pays qui, avec "un taux de croissance réelle de 7% par an" le placerait "parmi les pays du monde ayant les meilleures performances". Des forums, des conférences en tous genres se succèdent, tantôt à Yamousoukro, tantôt à Abidjan ou dans d'autres capitales africaines et on entend la même rengaine dans la bouche des dirigeants de la Côte d'Ivoire pour tenter de convaincre les investisseurs des bonnes affaires qu'ils feraient dans ce pays.

Parallèlement, ce sont ces mêmes dirigeants qui disent dans leurs discours adressés à la population que l'Etat n'a pas assez d'argent pour payer les fonctionnaires et qu'il faudrait poursuivre la politique d'austérité. C'est ainsi qu'au mois de février dernier 10 000 petits employés de la fonction publique ont été rayés de la liste. L'éducation nationale manque cruellement d'enseignants, les écoles publiques sont dans un état de plus en plus délabré. C'est la même chose au niveau des hôpitaux publics et tous les secteurs qui

touchent à la vie quotidienne des petites gens.

Pour avantager encore plus les exploités, le gouvernement ivoirien leur a concocté tout dernièrement un nouveau "code du travail" dans lequel même les quelques droits théoriques (de toutes les façons jamais appliqués) sur lesquels les travailleurs pourraient éventuellement s'appuyer pour se défendre juridiquement, ont été supprimés ou revus à la baisse.

Ainsi, d'un côté on parle de "performance de l'économie ivoirienne" et d'un autre on constate une dégradation de la vie des travailleurs. C'est la même réalité vue et vécue selon qu'on se trouve dans la classe des possédants ou dans celles des exploités. Pendant que d'un côté les exploités font des profits de plus en plus importants, les travailleurs et leurs familles eux voient leur niveau de vie se dégrader et sont condamnés à sacrifier l'éducation et la santé de leurs enfants. C'est cela la logique même du capitalisme auquel il faudra mettre un jour fin car il s'agit d'un système barbare où la seule chose qui compte ce sont les intérêts de la petite minorité de parasites et d'exploiteurs.

QUAND DES PARLEMENTAIRES PLEURENT SUR LEUR SORT

Un certain nombre de parlementaires du PDCI, non contents de leur sort, paraît-il, viennent de se plaindre auprès de leur patron Bédié pour que ce dernier puisse améliorer leurs conditions de vie. Un député de ce parti aurait même lancé cette réflexion: "Plutôt que de nous distribuer des enveloppes de 500 000 F CFA, le président serait bien inspiré d'augmenter nos indemnités" (900 000 F CFA par mois).

Faut-il rappeler que ces indemnités ne constituent qu'une partie de leurs privilèges. Sans compter que la plupart d'entre eux exercent à côté d'autres fonctions. Certains sont avocats ou médecins, d'autres des grands planteurs, patrons d'entreprise ou propriétaires immobiliers. Mais tout cela, pour nos illustres parlementaires, ce n'est pas assez, car il faut les comprendre, ils ne sont pas épargnés par les

augmentations des prix des denrées de luxe telles que le champagne ou le caviar dont ils se nourrissent ont sans doute augmenté. Il faut bien qu'ils puisent la force de sauter dans leur voiture, et d'aller au travail. Il faut bien qu'ils payent leurs domestiques pour entretenir leur villa et piscine.

Bédié va-t-il satisfaire les revendications de ces parlementaires? En tous cas la démarche de ces privilégiés auprès de leur patron est une insulte pour l'ensemble des travailleurs qui vivent dans la misère même quand ils ont la chance d'avoir un boulot; qui attendent avec impatience leur maigre salaire aussitôt reversé aux

commerçants par ce que très endettés pour joindre les deux bouts.

Or c'est justement ces parlementaires qui votent les restrictions de budgets des secteurs publics, les licenciements des travailleurs dans la fonction publique, les augmentations des prix des denrées de première nécessité, et qui osent demander aux masses laborieuses de se serrer encore plus la ceinture.

Pour les travailleurs et les petites gens, ces parasites de parlementaires qui vivent sur leur dos ne sont pas à plaindre; il y a vraiment des grands coups de pieds quelque part qui se perdent.

MALI

LA CANICULE ET L'INCURIE GOUVERNEMENTALE ONT FAIT BEAUCOUP DE MORTS

La canicule exceptionnellement forte qui a sévi au Mali au courant du mois de mai et début juin a fait plusieurs victimes. Des dizaines de personnes, peut-être plus, plus particulièrement des personnes âgées y ont laissé leur vie suite à des déshydratations.

Il paraît qu'on n'a pas connu au Mali une canicule d'une telle ampleur depuis au moins une soixantaine d'années. Dans certaines régions, comme à Bamako ou à Kayes, la température frôlait les 50°. Heureusement que les pluies sont arrivées avec le début de l'hivernage pour adoucir un peu l'atmosphère.

Mais s'il y a eu autant de morts ce n'est pas la canicule seule qui en est responsable. La véritable cause de cette catastrophe c'est l'incapacité du pouvoir en place à s'occuper des problèmes quotidiens des populations pauvres. Il y a bien sûr le sous-développement avec

toutes les conséquences que cela entraîne: manque d'infrastructure sanitaire, manque de moyens pour construire des logements adéquats, etc... Mais comme dans toute société où il y a des riches et des pauvres ce n'est pas par hasard que chaque fois qu'il y a une catastrophe dite naturelle ces sont les pauvres qui en pâtissent le plus.

Les familles riches, elles, possèdent des maisons climatisées. Elles ont les moyens de se soigner dans les meilleurs hôpitaux ou de faire venir d'urgence les médecins en cas de besoin. Par contre, les familles pauvres n'ayant pas tous ces moyens ne peuvent que pleurer leurs morts.

Le gouvernement s'est contenté de donner quelques conseils radiodiffusés, après coup... comme le médecin après la mort. Cette canicule a duré plusieurs semaines. L'Etat aurait au moins pu mettre en place des services d'urgence pour venir au secours des victimes,

organiser des acheminements de citernes d'eau potable dans les quartiers ou les villages en difficulté. Or rien de tout cela n'a été fait. Les autorités vont mettre toutes ces victimes sur le

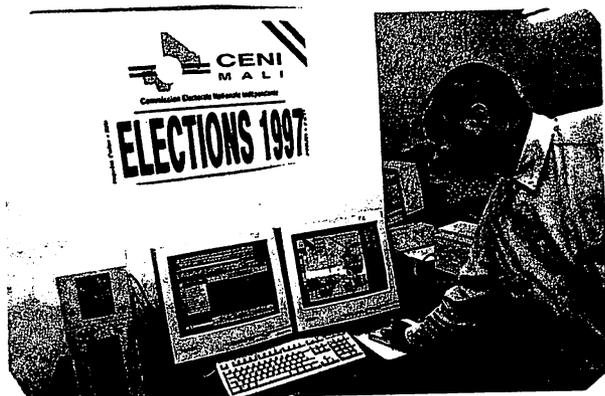
compte de la fatalité. Mais la vérité est que ceux qui gouvernent ne s'intéressent qu'aux intérêts des possédants. La vie des pauvres ne fait pas partie de leurs préoccupations.

MALI

UNE NOUVELLE POMPE A FINANCE APPELEE CENI

La CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) mise sur pied par Alpha Konaré pour soi-disant veiller à la "transparence" des scrutins est une véritable pompe à finance qui sert plus à caser les gens proches du régime et à acheter certains membres de l'opposition qu'à s'occuper vraiment de

présidentielles d'avril et mai 1997 les bourrages d'urnes et les fraudes en tous genres ont permis à Konaré et à son parti de remporter haut la main les élections de surcroît boycottées par la plupart des partis d'opposition.



CENI : Quel contrôle?

Le budget de la CENI initialement fixé à 6 milliards de CFA s'est finalement élevé à 11 puis 16 milliards. Les principaux responsables de cette commission se sont arrogé des salaires montant jusqu'à 600.000 FCFA (en comparaison le salaire des manoeuvres ne dépasse que rarement les 20 000CFA).

Pour la préparation des futures élections municipales prévues pour novembre 1998, les dirigeants de la CENI ont réclamé à l'Etat un supplément de 10 à 12 milliards de FCFA. Voila qui va engraisser encore plus un certain nombre de margoulin sans que pour autant ces élections ne soient rien d'autre qu'une simple mascarade.

surveiller le bon déroulement des élections. La preuve en est que lors des élections législatives et

TCHAD

DEBY EMPRISONNE CEUX QUI DENONCENT SA POLITIQUE REPRESSIVE

Yorongar Ngarlejy, député à l'assemblée nationale croupit depuis juin dernier à Ndjaména dans les geôles du dictateur Déby pour diffamation, paraît-il. Il est

condamné à trois ans de prison ferme et à payer 500 000 F CFA d'amende. De même Koumbo Gali, directrice du bimensuel "l'Observateur" est jetée en prison pour avoir publié une

interview de ce parlementaire. Elle écope 2 ans de prison avec sursis plus une amende d'un million de F CFA.

En réalité c'est le franc-parler de ce député, notamment ses critiques de forme contre le gouvernement qui dérange les autorités, en particulier Déby. Ce dernier a finalement réussi à faire lever l'immunité parlementaire dont jouissait Yorongar en exerçant des pressions sur les autres députés qui, dans un premier temps, avaient par solidarité refusé de voter contre cette levée. Pourquoi étaient-ils revenus sur leur vote? Il paraît que certains avaient reçu une forte somme d'argent de la part de Déby; d'autres seraient menacés, entre autre de perdre leur siège de député.

Bien sûr il convient de dénoncer les magouilles et les menaces de Déby et la détention arbitraire de Koumbo et du député Yorongar.

Mais si Yorongar apparaît

aujourd'hui comme une victime, il était de ceux qui soutenaient le régime sanguinaire de l'ex-président Hissen Habré en exil doré à Dakar. C'est lui qui sillonnait les régions méridionales, en particulier la région de Doba d'où il est originaire pour exhorter les populations à soutenir activement le régime de Habré. A cette époque il avait fermé les yeux et fermé sa bouche sur les massacres perpétrés par la soldatesque dans sa propre région. Il ne pouvait rien dire car il avait la bouche pleine. Il tenait beaucoup plus à son rôle de propagandiste du régime qu'au sort de la population victime de la répression.

Puis Déby est arrivé au pouvoir. Celui-ci ne lui a rien offert. De fait il s'est retrouvé dans l'opposition. En ces temps de vache maigre, c'est la politique du "ventre" qui compte. Si Yorongar avait eu un poste de ministre, ou simplement un strapontin, certainement qu'il tairait ses critiques envers le régime comme ils les avaient tues du temps de Habré.

NIGERIA

LA JUNTE MILITAIRE CONSERVE LE POUVOIR AVEC L'APPUI DES GRANDES PUISSANCES

Peu de temps après la mort du général Abacha, survenue officiellement suite à une crise cardiaque le 8 juin dernier, une délégation américaine conduite par le sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques s'entretenait à huis clos avec le nouvel homme fort du pouvoir nigérian, le général Abubakar ainsi que le chef de l'opposition le milliardaire Abiola incarcéré depuis juillet 1993.

Pour les grandes puissances, les USA en tête, il s'agissait sans doute de faire en sorte qu'Abubakar et Abiola se mettent d'accord sous la houlette US, sur les conditions de mise en route d'une transition

vers un régime de pluralisme politique.

Avec Abacha les grandes puissances ont fait certes bon ménage durant de longues années, leurs principaux intérêts dans le pays et dans la région ont été sauvegardés grâce à la féroce dictature des militaires au pouvoir. Mais depuis quelques années la dictature des hommes en kaki ne suffisait plus. Le régime corrompu était contesté de toutes parts, non seulement dans la population civile mais aussi dans l'armée. Plusieurs officiers supérieurs de l'armée étaient arrêtés et condamnés à mort par les militaires "durs" au sommet

desquels régnait Abacha.

Lorsque les opposants ou supposés tels n'étaient pas assassinés purement et simplement, le bagne était la seule réponse qui leur était réservée. Même aujourd'hui que le dictateur n'est plus, tous n'ont pas été libérés, loin s'en faut. Abubakar veut ménager la susceptibilité de ses compagnons "durs" en ne procédant pas à des libérations inacceptables par ceux-ci.

Mais il se trouve qu'Abiola,



Emeutes après l'annonce
de la mort d'Abiola

bénéficiant d'une certaine auréole auprès de l'opposition dont il a été le candidat à l'élection présidentielle de 1993, mais aussi auprès des grandes puissances qui n'ont rien à craindre d'un homme d'affaire milliardaire, a eu le mauvais goût de mourir prématurément à peine sorti de prison. Les grandes puissances comptaient sans doute sur son concours étant donné qu'il leur paraissait à même de jouer un certain rôle dans l'instauration d'un processus qu'elles baptiseraient de démocratique.

Koffi Annan le Secrétaire Général de l'ONU a bénéficié de l'approbation bienveillante des

grandes puissances lorsqu'il a rendu visite il y a quelques mois à Abiola dans sa prison.

Pour le moment les grandes puissances sauvent leur mise en apportant leur soutien à la nouvelle marionnette galonnée que leur presse s'empresse de parer de toutes les intentions démocratiques. Ce dernier confisque le pouvoir en promettant des élections présidentielles pour le premier trimestre 1999. Mais son copain Abacha en son temps avait promis la même chose. Cela ne l'a pas empêché de le confisquer jusqu'à sa mort.

"Nous avons confiance en la volonté du général Abubakar de mener le processus démocratique qui permettra aux Nigériens d'ici un laps de temps raisonnable de choisir leur gouvernement", a déclaré récemment Charles Josselin ministre français de la coopération. Les grandes puissances ont donc opté.

L'opposition officielle, le NADECO, se déclarait d'accord pour cautionner le nouveau dictateur pour peu que celui-ci les accepte au sein d'un gouvernement d'union nationale. Pour le moment celui-ci a refusé en déclarant que cela serait "plein de pièges et de dangers".

Les travailleurs de ce vaste pays de plus de 100 millions d'habitants dont le sous-sol regorge de richesses minières, principalement pétrolières, colossales, vivent dans une misère effroyable et sous la botte d'une succession de dictateurs aussi impitoyables les uns que les autres. Vont-ils se contenter d'un simple ravalement de façade du régime militaire tel qu'il se dessine aujourd'hui? Se retrouveront-ils simplement derrière l'opposition pour se satisfaire d'un parlement démocratique et d'un gouvernement civil où l'opposition serait associée? Dans les différents scénarios qui se présentent sur leur dos il n'en sortira rien de bon pour les travailleurs.

SANS PAPIERS**MIEUX VAUT ETRE INGENIEUR
QUE MANOEUVRE**

"On recherche d'urgence informaticiens étrangers, avec ou sans papiers", c'est le titre d'un article paru à la première page du journal "Le Monde". On croit rêver! Mais non.

En effet, si l'on est informaticien de haut niveau, point n'est besoin de papiers en règle pour se faire embaucher. C'est ce qui ressort pourtant d'une circulaire officielle du ministère français de l'emploi et de la solidarité. Selon cette circulaire tous les préfets, directeurs régionaux et directeurs départementaux sont tenus de faciliter l'embauche "immédiate" des ingénieurs étrangers, même s'ils sont sans papiers ou entrés clandestinement en France. Leur régularisation doit se faire assez rapidement car il manque de ces travailleurs pas comme les autres pour parer aux fameux "bogue" de l'an 2000 (les gros ordinateurs vieux modèle que la plupart des grandes entreprises utilisent ne seront pas capables sans l'intervention de ces informaticiens de traiter les dates des années supérieures à 1999).

D'après les spécialistes, il manquerait en France plusieurs

dizaines de milliers d'ingénieurs. Pour cela on ne regarde pas la couleur de la peau de ces travailleurs, alors que l'administration fait des misères aux travailleurs du rang sans papiers. Il y a bien là deux poids, deux mesures. Aux uns on demande de quitter le territoire français si la demande de régularisation est refusée, aux autres on tend les bras.

C'est cela le capitalisme. Au temps du plein emploi, les capitalistes français allaient même jusqu'en Afrique pour recruter des travailleurs manuels; ils leur payaient même le voyage. Car les patrons avaient besoin de beaucoup de main d'oeuvre, de préférence à bon marché pour travailler dans les usines.

Depuis la récession, ce n'est plus le cas. Le gouvernement cherche à en renvoyer une partie chez eux, parfois-même en faisant semblant de leur donner un coup de pouce: l'aide au retour.

Pour le moment, il tend une perche aux informaticiens. Demain il retirera cette perche. Les travailleurs, qu'ils soient "diplômés" ou non sont considérés comme un citron que l'on jette après en avoir tiré le jus.

DES PAPIERS POUR TOUS !

Le 29 juillet, deux manifestations de sans-papiers ont eu lieu à Paris pour exiger la régularisation de leur situation. La première s'est rendue devant Matignon, et la deuxième devant le ministère de Chevènement.

Il est inacceptable que 60 à 70 000 personnes demeurent sous la menace permanente d'une expulsion imminente alors qu'elles ont déposé une demande de régularisation en

bonne et due forme, conformément aux directives gouvernementales.

Il faut que ce gouvernement dit de gauche plurielle respecte ses propres engagements. Il faut le contraindre à respecter les espoirs qu'ils a suscités en promettant l'abrogation des lois Pasqua-Debré. Ces lois racistes ont pourtant été combattues à juste titre, en leur temps par le parti de Jospin-Chevènement.

En effet, c'est au nom de telles lois et des directives préfectorales que des milliers d'immigrés ont été rendus clandestins. Plusieurs centaines de Maliens ont même été expulsés de force par Pasqua dans ses charters tristement célèbres, en direction de

Bamako.

Alors il ne faut pas que Jospin-Chevènement puissent rééditer à leur tour ce genre d'opération qu'ils ont prétendu dénoncer il n'y a pas très longtemps. Il faut des papiers pour tous.

PASQUA LE DEMAGOGUE

Récemment Pasqua, l'ancien ministre de l'Intérieur a fait une déclaration qui a étonné bien des gens: il demande au gouvernement de régulariser la totalité des sans-papiers qui en ont fait la demande.

sur le problème des sans-papiers. En même temps il vise aussi Chirac qui, il y a peu de temps, avait dit que ceux dont la demande de régularisation a été rejetée seront expulsés.

C'était l'homme politique qui, hier, faisait de la lutte contre l'immigration son cheval de bataille. A ce moment-là, il n'hésitait pas à user de la démagogie et même créer des lois contre l'immigration pour gagner à lui des électeurs de Le Pen.

Pasqua finalement est un hypocrite. C'est lui le responsable des lois qui ont rendu clandestins des milliers de travailleurs et maintenant il ose se présenter comme le défenseur des sans-papiers. Personne n'est dupe de sa démagogie.

Aujourd'hui avec sa déclaration, il attaque en fait sur sa gauche le gouvernement de Jospin qu'il accuse de manquer de courage

Mais le fait même qu'un sinistre personnage de la droite comme lui propose la régularisation des sans papiers, c'est que c'est possible.

FRANCE

GOVERNEMENT ET PATRONAT CONTINUENT LEUR OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Depuis plus d'un an que le gouvernement dit de la gauche plurielle est installé, les cadeaux à l'égard des riches n'ont pas manqué. Les privatisations des entreprises d'Etat, commencées par le gouvernement de droite précédent, continuent de plus belles sous celui de Jospin. Après Air France et France Télécom, c'est maintenant le tour de l'Aérospatiale.

Les entreprises ont continué de bénéficier des largesses gouvernementales. Les subventions et les diverses exonérations de charges dont ont bénéficié les patrons dans les périodes précédentes ont été

maintenues voire élargies. Récemment encore le gouvernement vient de décider de diminuer certains de leurs impôts. Sous couvert de la loi sur les 35 heures le patronat de la métallurgie (UIMM) vient d'obtenir un accord historique en sa faveur. Cet accord leur permettra de faire faire jusqu'à 180 heures supplémentaires par an à leurs salariés sans même avoir à les payer et sans s'engager à créer un seul emploi en contre-partie. La taxe professionnelle vient d'être allégée de 27 milliards de francs sur cinq ans. Ces 27 milliards vont faire cruellement défaut pour les écoles,

les hôpitaux, la Sécurité Sociale, les retraites, les transports en commun, etc...

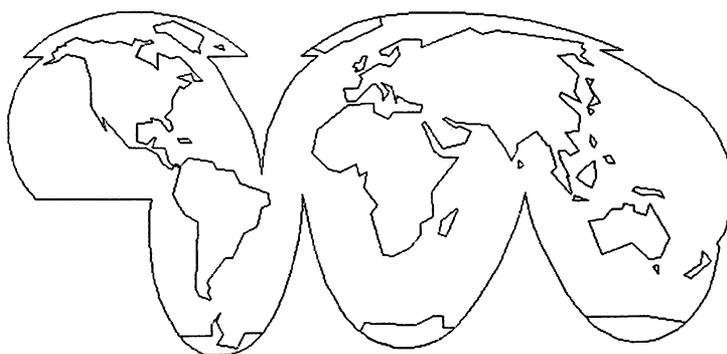
Il est vrai que Jospin s'était bien gardé de faire des promesses précises en faveur des classes laborieuses. Mais les sans-papiers et nombreux parmi ceux qui soutiennent leur cause espéraient que le nouveau gouvernement abrogerait les lois Pasqua-Debré, comme il s'était engagé à le faire avant les élections législatives de 1997. Ils espéraient que ce gouvernement de la gauche plurielle se montre généreux à l'égard des gens pauvres fuyant la misère de leur pays d'origine à la recherche

de mieux être dans un pays riche comme la France. Mais le gouvernement reste intransigeant sur cette question car il ne veut rien céder au monde du travail dont les travailleurs immigrés sont partie intégrante.

Mais c'est contre tous les travailleurs que ce gouvernement et le patronat font la guerre.

Face à ces attaques les travailleurs de ce pays, français comme immigrés, n'ont d'autre solution que de se battre. Se battre ensemble pour créer un rapport de force susceptible d'imposer des mesures favorables aux classes laborieuses.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux: ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.